

De l'histoire sociale à l'Alltagsgeschichte. Entretien avec Alf Lüdtke

In: Genèses, 3, 1991. pp. 148-153.

Citer ce document / Cite this document :

Kott Sandrine, Lüdtke Alf. De l'histoire sociale à l'Alltagsgeschichte. Entretien avec Alf Lüdtke. In: Genèses, 3, 1991. pp. 148-153.

doi : 10.3406/genes.1991.1053

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1991_num_3_1_1053

De l'histoire sociale à l'Alltagsgeschichte

Entretien avec Alf Lüdtke

Sandrine Kott

Persée
BY:
= creative commons



1. Une traduction française imparfaite en serait « histoire du quotidien ». Sur ce courant historiographique, cf. en français Hans Medick, « "Missionnaires en cannot". Les modes de connaissance ethnologique, un défi à l'histoire sociale ? », *Genèses*, n° 1, septembre 1990, p. 24-46 et Thierry Nadau, « L'Alltagsgeschichte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1990, p. 64-66. Une bibliographie en allemand est donnée dans ces articles.

2. « *Gemeinwohl Polizei und Festungspraxis* ». *Innere Verwaltung und staatliche Gewaltsamkeit in Preußen, 1815-1850*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht 1982. Et pour la version en langue anglaise *Police and State in Prussia, 1815-1850*, Cambridge University Press, 1989.

3. Cf. en particulier pour le lecteur français « Le domaine réservé : affirmation de l'autonomie ouvrière et politique chez les ouvriers d'usine en Allemagne à la fin du XIX^e siècle », *Le Mouvement social*, janv-mars 1984, p. 29-52.

S.K. : Vous êtes chercheur en histoire au Max Planck Institut à Göttingen, pouvez-vous présenter cette institution ? En quoi est-elle spécifique ?

A l'université, les étudiants qui entreprennent des études d'histoire veulent, pour la plupart, devenir professeurs. Ils doivent donc étudier deux voire trois disciplines dont la pédagogie, mais toutes les combinaisons ne sont pas possibles. Savoir écrire ou au moins lire deux langues étrangères est également une nécessité. J'ai quant à moi étudié en sus de l'histoire, le grec ancien, la sociologie, les sciences politiques et la philosophie.

L'essentiel de la recherche se fait à l'Université et de plus en plus ces dernières années dans le cadre de projets de recherche financés par des fondations privées ou le centre national pour la recherche. Les chercheurs qui sont employés dans le cadre de ces projets s'y consacrent exclusivement mais pour une durée déterminée et limitée (souvent trois ans), et les chercheurs se trouvent donc dans une position très précaire. Cette situation interdit les projets de longue durée, elle a de ce fait des conséquences sur la nature des recherches poursuivies. Ce modèle qui s'inspire de celui des sciences exactes me semble mal convenir aux sciences humaines.

Le Max Planck Institut où je suis chercheur est, en ce qui concerne la section historique, essentiellement financé par des fonds publics (à 80 %), mais l'État n'exerce pas de contrôle direct ; il accorde les fonds et c'est la société Max Planck qui décide de leur répartition ; les orientations de recherche y sont déterminées par les chercheurs eux-mêmes mais doivent être au moins tolérées par les directeurs qui gèrent les fonds et administrent l'Institut. Les chercheurs jouissent de très bonnes conditions de travail dans la mesure ils ont la possibilité d'entreprendre des recherches de manière continue sur une longue période.

Nous n'y sommes pas contraints, mais la plupart d'entre nous tentent de faire également

de l'enseignement à l'université. Je considère quant à moi qu'il est particulièrement important de communiquer et de transmettre l'objet de ses recherches. Cela institue une procédure de contrôle particulièrement importante en histoire.

S. K. : Vous êtes un des représentants les plus fermement engagés en faveur de l'« Alltagsgeschichte »¹, comment avez-vous été amené à vous intéresser aux « pratiques quotidiennes » ? Quelles sont les directions de recherche qu'il vous semble, dans cette optique, important de développer ?

Mon premier travail de recherche qui est devenu mon Doctorat concernait l'étude du mouvement de protestation de 1848². Il s'agissait moins, en réalité, d'étudier la protestation que la répression. Il m'a paru important de comprendre quel était le contexte de ce mouvement, comment et pourquoi l'armée avait pu engager la répression, et j'en étais arrivé à la conclusion qu'une part importante des cadres de l'armée prussienne n'était pas d'accord avec la politique répressive et qu'il y avait eu de nombreuses résistances en son sein (malheureusement une partie des archives ayant brûlé, il m'a été impossible de pousser plus loin cette investigation). Dès le début de mes recherches, j'ai été guidé par le souci de ne pas me concentrer sur l'événement spectaculaire mais d'en étudier le contexte. C'est ainsi que ce travail s'est étendu à une recherche sur la bureaucratie et la police en Prusse qui a exigé un travail important dans les archives régionales y compris en Pologne (en particulier parce que la RDA ne m'a pas autorisé à travailler dans les archives nationales à Merseburg).

De là j'ai été conduit à m'intéresser aux « réprimés », aux « administrés » eux-mêmes sans aucun doute sous l'influence de l'enthousiasme politique des années 1970. Il était alors naturel de se poser la question du « sujet révolutionnaire », le prolétariat industriel, mais il était impossible d'oublier que celui-ci,

avait pu être enrôlé par le nazisme en 1933. Il fallait pouvoir en rendre compte et l'explication par « en haut » me semblait insuffisante. C'est ainsi que j'ai été amené à m'intéresser à l'existence quotidienne des ouvriers à la fin du XIX^e siècle et jusqu'aux années 1930. J'ai écrit sur ce sujet une douzaine d'articles³ sur l'« Arbeiterpolitik », l'expérience ouvrière, etc.

Dans cette perspective, j'ai actuellement entrepris une recherche sur le paiement des salaires et la difficulté de les calculer de manière précise du fait de l'importance de ses variations, à travers deux études monographiques d'entreprise dans les années 1920 et 1930 (Krupp et la Gute Hoffnung). Ce qui permet de remettre en cause la vision traditionnelle du salaire et en particulier de sa place dans le revenu ouvrier⁴.

Mon deuxième centre d'intérêt actuel concerne l'image de l'industrie à travers les photographies⁵ : ce qu'elles montrent et ce qu'elles cachent ; cette approche pose d'importants problèmes méthodologiques. Il me semble qu'il faut prendre garde au décalage qui existe entre ce que les photos veulent montrer, l'information qu'elles fournissent et les représentations qu'elles suggèrent qui ne sont pas nécessairement contenues dans des concepts. Il faut également s'attacher à la manière dont elles ont été produites. Pour les années 1920 c'est particulièrement important parce qu'il existe des photographies émanant des ouvriers eux-mêmes ; or, contrairement à ce qu'on pourrait attendre, elles ne sont pas différentes de celles qui sont réalisées par des représentants extérieurs à la classe ouvrière elle-même. Il existe de fait une représentation de l'ouvrier qui transcende l'appartenance de classe. Les nazis ont utilisé cette image « commune » de l'ouvrier allemand, symbole de la force économique et de la qualité de l'industrie allemande.

S.K. : Pensez-vous qu'il soit nécessaire de développer des collaborations entre cher-

cheurs travaillant dans des disciplines différentes et que doit-on selon vous attendre d'une telle démarche ?

Quand j'ai fait mes études il y a environ 20 ans, il y avait une très forte tendance à une approche de la société de manière conjointe par l'histoire, la sociologie et la politologie dans le cadre des analyses marxistes. Cette tendance semblait permettre à certains étudiants et assistants en histoire de briser la « corporation établie des historiens » (*Historikerzunft*). Actuellement les projets réellement interdisciplinaires s'établissent plutôt à la périphérie de l'Université et peu ont réellement réussi.

La grande majorité des travaux historiques, en particulier en histoire contemporaine, demeurent très conventionnels et ont pour champ l'histoire des institutions et/ou l'histoire politique. Dans la plupart des universités comme celles de Würzburg, Nuremberg, Erlangen, Francfort, Giessen... cette orientation « traditionnelle » est dominante.

A Berlin ou à Bielefeld travaillent des historiens qui pratiquent une histoire sociale envisagée sous l'angle des structures, le modèle développé dans cette dernière université consiste toutefois à reprendre des concepts des autres sciences humaines sans les avoir réellement redéfinis (capitalisme, rationalisation, bureaucratie etc.) et s'être demandé dans quelle mesure ils étaient pertinents et opératoires pour l'histoire.

Le groupe des historiens pratiquant une « anthropologie historique » est beaucoup plus réduit et demeure en marge des structures établies tant éditoriales qu'universitaires. On les trouve essentiellement à Essen et Hagen et surtout parmi les quelques femmes universitaires « établies » ; il existe aussi des personnes isolées qui travaillent dans cette direction et qui souvent n'ont pas de poste stable à l'Université, quelques-unes travaillent dans des musées d'histoire du travail et de la technique comme à Essen, Mannheim ou Hambourg. Certains



4. Cf. sur ce thème en particulier « Gefühllose bare Zahlung » ? Geldlohn und Bargeld im Erfahrungszyklus städtischer Lohnabhängiger, 1870-1930 » in M. Gletter et alii (éd.) *Zentrale Städte und ihr Umland*, Scripta Mercutariae, 1985, p. 312-336.

5. Cf. « Industriearbeit in historischen Fotografien. Zu der Chancen einer « visuellen Geschichte », in *Journal für Geschichte*, 3, 1986, p. 25-31.

6. Cette discipline souffrit longtemps du discrédit que fit peser sur elle son utilisation par les nazis. Elle s'apparente maintenant dans certains centres de recherche à l'anthropologie (NdT).

7. R. Berdahl, A. Lüdtkke, H. Medick, C. Poni, W.-R. Reddy, R. Rosaldo, D. Sabeau, N. Schindler, G. Sider *Klassen und Kultur, sozialanthropologische Perspektiven in der Geschichtsschreibung*, Frankfurt, Syndikat, 1982.

8. Citons en particulier G.-M. Siden (Cuny), D.-W. Cohen (Northwestern), Schula Marks (Londres), R. Isaac La Trobe (Melbourne).

Volkskundler (folkloristes⁶) jouent un rôle important pour ce courant, en particulier ceux de Tübingen ; U. Jeggle, W. Kaschuba, C. Lipp se livrent à une micro-analyse des formes sociales en tentant de mettre en relation les uns avec les autres les différents aspects et niveaux. Je trouve cette approche particulièrement intéressante en particulier pour les éclairages qu'elle fournit sur les formes de vie villageoise au XIX^e siècle ou bien sur certaines formes d'expression symbolique du mouvement ouvrier.

L'atelier d'histoire (*Geschichtswerkstatt*) constitue une association de chercheurs engagés dans l'anthropologie historique. Ils s'expriment dans une revue (du même nom) qui paraît environ depuis un an et demi ; ils se rencontrent régulièrement à l'occasion de conférences.

Ici à Göttingen nous avons, avec Hans Medick, initié un groupe de recherche combinant l'anthropologie et l'histoire dans le cadre duquel nous tentons de travailler avec des ethnologues et anthropologues. Nous avons jusqu'à présent organisé cinq conférences conjointes et avons essayé de mener une réflexion commune sur des sujets centraux de la réalité sociale : formes de domination, organisation du travail (*Arbeitsprozeß*), relations familiales⁷.

Nous souhaitons d'autre part travailler dans une perspective réellement internationale. Malheureusement nous sommes jusqu'à présent condamnés à un « internationalisme conventionnel » qui ne concerne que le « centre » ; nous ne sommes jusqu'alors pas parvenus à travailler réellement avec des pays de la « périphérie ». La collaboration est surtout aisée avec les anglo-saxons⁸ – et particulièrement les anthropologues américains ; en revanche, les relations avec les Français ont toujours été un peu difficiles.

Nous essayons aussi de respecter autant que possible un équilibre réel entre les sexes.

Ce travail commun qui, à l'origine, était surtout une exposition des travaux de chacun commence à réellement porter ses fruits dans la mesure où il induit de nouvelles approches ; les ethnologues « historicisent » leur démarche et inversement pour les historiens (bien qu'il ne soit pas facile de platement imiter ou d'inverser les démarches).

La confrontation avec la démarche ethnologique m'a rendu plus sensible à l'importance du regard ; il n'y a pas seulement ce que les gens ont lu ou écrit mais aussi ce qu'ils ont vu, regardé, et dans ce domaine les ethnologues ont développé des techniques d'analyses beaucoup plus fines que les nôtres.

Cet échange m'a d'autre part conduit à m'interroger sur l'importunité, l'indiscrétion du regard historique ; dans quelle mesure est-il légitime d'interroger selon nos propres critères la vie des hommes du passé ? D'autant plus que la démarche ethnologique nous rend sensibles à des aspects de la réalité historique qui peuvent apparaître secondaires et relever de la banalité quotidienne mais qui nous introduisent au cœur de la vie des gens.

La légitimité de cette « indiscrétion » me pose un réel problème, dont je ne suis pas certain qu'il puisse trouver des réponses et induire une modification de nos pratiques. Incontestablement cette attitude a été renforcée par la confrontation avec les ethnologues qui ont, ces dernières années beaucoup réfléchi à leur propre démarche et se sont posés la question de savoir dans quelle mesure on pouvait légitimer une observation. Pour nous le problème est d'autant plus aigu qu'il n'y a pas de répondant, de dialogue possible avec la réalité étudiée. Ce à quoi il faudrait tendre c'est à laisser le choix au lecteur ou au spectateur de prendre écart par rapport à ce qu'il lit ou voit, il faut se garder de la « fermeture » de la démarche scientifique.

S.K. : Eu égard à votre pratique de l'histoire, quelle place réservez-vous aux appareils conceptuels en particulier ceux de Marx et We-

ber auxquels les historiens allemands ont souvent coutume de se référer ?

La mise en œuvre de concepts que l'on pourrait caractériser de « wébériens » ou « marxistes » permet de dépasser le contexte particulier de l'étude. Ainsi en est-il de celui de bureaucratie qu'on peut utiliser sur une durée relativement longue voire même dans d'autres civilisations.

Mais cette façon de voir les choses attire également l'attention sur les différences entre divers types d'organisation et de phénomènes sociaux et les moyens de les analyser ; il permet par exemple de spécifier ce qui relève des classes ou des États. On peut également y avoir recours lors de la mise en œuvre de procédés micro-analytiques quand il tentent en particulier de saisir les formes d'expression symboliques d'un groupe ou plus exactement les relations entre celles-ci et les aspects matériels. Les lignes de rupture internes à une classe ou à une catégorie apparaissent alors avec netteté. On accorde ainsi par exemple une grande attention à ce qui distingue la « respectable working-class », aux signes d'appartenance et d'exclusion qui la caractérisent. Cet exemple pourrait sans doute être étendu à d'autres catégories ou d'autres phénomènes sociaux.

Ces formes de distinction d'un groupe, la façon dont celui-ci se « donne à voir » n'est pas accessoire dans l'optique d'une analyse des classes. Toutefois, ces approches me semblent être toujours référées dans les études à une position dans le mode de production. Les « modes de vie » ne sont pas perçus comme des éléments structurants des classes elles-mêmes. Je crois que ces autres perspectives ne doivent pas être dans une position subordonnée, les relations entre la « civilisation » et l'économie sont également au centre de cette approche.

Les grandes catégories d'analyse marxistes ou wébériennes appartiennent de plain-pied à l'optimisme bourgeois du XIX^e siècle. Toute-



9. Cf. sur ce point A. Lüdtke *Herrschaft als soziale Praxis. Historische und sozialanthropologische Studien*, Göttingen Vandenhoeck und Ruprecht, 1989.

10. Cf. A. Lüdtke (éd.), *Alltagsgeschichte. Zur Rekonstruktion historischer Erfahrungen und Lebensweisen*, Frankfurt, Campus, 1989 et en particulier sur le thème du nazisme la contribution de A. Lüdtke aux pages 224-282.

fois, la diversité des modes de vie, les décalages qui existent entre eux permettent difficilement de présumer la validité ou la pertinence de certains concepts appliqués à des civilisations très différentes les unes des autres. D'autre part, la bureaucratie en Chine par exemple ou dans les pays européens est peut-être comparable du point de vue de ses structures et de ses résultats, mais cette constatation ne nous apprend rien sur sa fonction et sa signification pour les gens qui la subissent⁹.

Le processus de généralisation qui apparaît comme juste et indispensable est avant tout le produit d'une vision centralisée du monde qui part du présupposé que ce qui est général est toujours « meilleur » que des études précises ou concrètes. On pourrait retourner la proposition et se demander dans quelle mesure les généralisations sont fondées. Plus fondamentalement je pense qu'elles sont subordonnées à des systèmes de domination et de contrôle, en particulier selon le modèle européocentriste qui ne peut plus ou ne doit plus être considéré comme valide.

On pourrait trouver une forme de consolation dans la lecture d'un texte de Herbert Marcuse de 1967, actuellement peu cité et qui porte sur la négation dans la dialectique. Dans ce texte Marcuse reproche au marxisme établi de ne pas autoriser de négation et c'est au fond également une critique à la dialectique hégélienne. Dans ces conceptions de la négation, le « dépassement » et le versant positif sont déjà pensés : c'est une « négation absurde » ; il n'existe pas de rien, le noir ne l'est pas complètement, la lumière est au bout du tunnel.

Dans le domaine intellectuel, il me semble que nous devons, à la lumière des expériences de ces 15, 20 ou 30 dernières années, nous poser la question de savoir s'il nous est réelle-

ment permis de voir cette lumière au bout du tunnel. Nous devons apprendre à accepter la négation ou la destruction de concepts non pertinents ou trop étroits, trop schématiques. Ce processus n'est peut-être pas seulement une phase intermédiaire et facile ; il faut accepter qu'il soit un état douloureux durant lequel de nombreux instruments apparemment très sûrs seront détruits sans que l'on ait rapidement en mains de nouveaux outils d'analyse. Je ne veux pas « romantiser » cette situation et porter aux nues ce « pathos héroïque » qui comporte également des dangers mais je pense qu'il existe de bonnes raisons de douter.

Ce processus pourrait, à mon sens, toucher une grande part de la sociologie et de l'appareil conceptuel de cette discipline. La plupart des sociologues utilisent des concepts sans se poser la question de la relation entre la subjectivité et le contexte social. Le processus d'abstraction conduit à négliger la polysémie du « contexte existentiel ». Cette dernière attitude induit peut-être dès l'abord une méconnaissance fondamentale de la réalité historique et sociale.

Inversement, on a pu reprocher à une vision « pointilliste » de négliger ou de mal aborder les grands problèmes posés par l'histoire ; la question a été en particulier soulevée par J. Kocka à propos du nazisme. Je crois justement que seule une étude précise des comportements et des prises de conscience individuelles permet de repérer les contradictions qui ont « travaillé » les individus et les groupes sociaux sous le nazisme. On peut ainsi comprendre le fonctionnement même du mouvement de masse qui fut à l'origine du triomphe et du maintien du régime national-socialiste et en tirer plus facilement des enseignements¹⁰.